



PRESTATIONS DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE DES ETABLISSEMENTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT

Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G-F.C.S.) approuvé par l'Arrêté du 30 Mars 2021

Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique

Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale

Décret n°2024-823 du 16 juillet 2024 portant sur la partie réglementaire nouvelle du code de la consommation

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

PROCEDURE ADAPTEE :

MARCHE N° 2026-01

PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Article 1 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de vérification et de maintenance des équipements de sécurité contre l'incendie des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Cet accord-cadre a pour but d'assurer :

- la maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie, matériel de détection incendie ;
- la maintenance et l'entretien des systèmes de désenfumage (électrique et mécanique) ;
- la maintenance et le contrôle du bon fonctionnement des portes coupe-feu ;
- la vérification et la maintenance des extincteurs et des RIA ;
- la vérification et la maintenance des éclairages de sécurité.

La description des équipements ainsi que la liste des prestations détaillées à effectuer sont définies dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 2 – Caractéristiques du marché

2.1 Forme du marché

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 et des articles R2123-4 à R2123-6 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.2 Allotissement

Il s'agit d'un marché alloti.

Le marché est décomposé en 4 lots.

Les différents lots du marché sont les suivants :

- **Lot n°1** : vérification et maintenance des S.S.I. (Systèmes de Sécurité Incendie) du siège de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, situé à Montpellier (Site Celleneuve) ;
- **Lot n°2** : vérification et maintenance des S.S.I. (Systèmes de Sécurité Incendie) des sites de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, autres que le siège de Montpellier Celleneuve : Béziers, Sète, Lodève, Clermont l'Hérault, Montpellier, Lunel ;
- **Lot n°3** : vérification et maintenance des extincteurs et du RIA des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault ;
- **Lot n°4** : vérification et maintenance de l'éclairage de sécurité des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

2.3 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée initiale d'un an à compter du 1^{er} mai 2026, renouvelable deux fois par tacite reconduction sans pouvoir excéder trois ans.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 3 – Moyens humains et matériels

3.1 Moyens Humains

Le Titulaire s'engage à fournir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaire à l'exécution des prestations. Le personnel devra avoir reçu la formation appropriée à la bonne exécution des prestations décrites ci-après.

Aucun matériel ou produit ne devra être stocké dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

L'Organisme se réserve le droit d'interdire tout matériel dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations aux bâtiments et aux installations. Tout dommage causé aux installations et équipements sera à la charge du Titulaire.

Le matériel utilisé sera adapté aux surfaces et devra répondre aux normes acoustiques. Dans la mesure du possible, le Titulaire évitera l'usage d'appareils provoquant des nuisances sonores.

3.2 Prise en charge du matériel

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des sites et des équipements dont il assure l'entretien.

Un procès-verbal contradictoire de la description détaillée de l'état des sites et des équipements est établi entre l'Organisme et le Titulaire dans les trois mois suivant la notification du marché.

En l'absence de réserves écrites de sa part, dûment justifiées, en préalable à toute intervention, toutes les zones et équipements dont il assurera l'entretien seront réputés être en bon état d'entretien et de fonctionnement.

En cours de marché, le Titulaire pourra être tenu de prendre en charge les nouveaux équipements relatifs aux installations dont il a la charge, même s'ils n'ont pas été mis en œuvre par lui-même.

Le responsable de l'Organisme informera le Titulaire de la réception de ces nouveaux ouvrages, ce dernier pourra assister à leur réception et disposera d'un délai de 15 jours à compter de cette date de réception pour formuler ses éventuelles réserves.

La prise en charge des nouveaux équipements sera contractualisée sous la forme d'un avenant au présent marché.

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un état des lieux de sortie sera réalisé avec le Titulaire dans les deux mois précédant la date de fin d'exécution du présent marché.

3.2.1 – Prise en charge spécifique aux lots n°1 et n°2

Lot n° 1 :

Le Titulaire devra disposer obligatoirement de toutes les habilitations et formations nécessaires à la prise en charge du matériel de la marque CHUBB.

A cet effet, il s'engage à fournir à l'Organisme, les justificatifs récents (moins d'un an) qui en atteste. Il se conformera à cette exigence sur toute la durée du marché, et fournira les justificatifs actualisés chaque année, à date anniversaire du présent accord-cadre.

Lot n° 2 :

Le Titulaire devra, disposer obligatoirement de toutes les habilitations et formations nécessaires à la prise en charge du matériel de la marque ESSER.

A cet effet, il s'engage à fournir à l'Organisme, les justificatifs récents (moins d'un an) qui en atteste. Il se conformera à cette exigence sur toute la durée du marché, et fournira les justificatifs actualisés chaque année, à date anniversaire du présent accord-cadre.

Dans le cadre de la maintenance du matériel de la marque ESSER, le Titulaire devra en outre être équipé d'un PC portable disposant du logiciel de la marque mis à jour selon la version la plus actuelle en vigueur.

3.3 Provenance des matériels

Les matériels et matériaux employés devront correspondre aux prescriptions des fabricants dont les équipements sont listés au présent C.C.T.P. Pour ce qui est des caractéristiques techniques, elles devront être au moins équivalentes.

Toutes les fournitures seront neuves, de bonne qualité et respectueuse de la norme NF. Les éléments présentant des dégradations ne devront pas être mis en place. Ils devront être conformes aux normes homologuées au moment de l'exécution des opérations de maintenance ou de réparation.

Toute dérogation à ces règles devra faire l'objet d'un accord préalable du représentant du service Sécurité-Logistique.

L'acceptation d'un matériel par le représentant du service Sécurité-Logistique ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité de l'entrepreneur. A chaque remplacement d'un produit celui-ci devra être remplacé par un matériel équivalent en termes de tenue dans le temps, de robustesse, de résistance, de durabilité...

Toutes les garanties devront être exigées des fabricants. En outre, l'entrepreneur devra vérifier que les matériaux préconisés bénéficient toujours d'un avis technique favorable.

3.4 Pièces de rechanges et garantie

Le Titulaire devra tenir un stock de pièces de rechanges suffisant et disponible permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais inscrits au présent C.C.T.P. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation d'un équipement.

Au cas où le Titulaire serait dans l'impossibilité de se procurer des pièces de rechange auprès du constructeur, par suite d'abandon de cette fabrication, quelle qu'en soit la cause, il remplacera la pièce défectueuse par une pièce assurant la même fonction, de même marque ou équivalente.

Les pièces détachées utilisées lors des interventions de maintenance seront des pièces neuves d'origine ou conformes aux spécifications du constructeur. Elles seront garanties contre tout vice de fabrication, d'adaptation et de montage pendant une durée minimum d'un an à compter de leur mise en place.

Après le remplacement des pièces détachées, la garantie couvrira l'ensemble des frais de réparation si les conditions suivantes sont remplies :

- la nouvelle défaillance affecte le même organe ;
- l'origine de la panne est identique à la première défaillance ;
- le délai entre les interventions est inférieur à trois mois à compter du remplacement de la pièce.

La garantie couvre les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport.

Les pièces de rechange seront à minima disponible pendant 10 ans **après l'arrêt de leur fabrication**.

Article 4 – Sites concernés

CODE SITE	SITES	ADRESSES	CLASSEMENT ERP
F34C001A	Montpellier Celleneuve Siège	139, avenue de Lodève – Montpellier	5 ^{ème} Catégorie
F34C003A	Antenne de Lodève	1, rue Georges Fabre – Lodève	5 ^{ème} Catégorie
F34C005A	Antenne de Lunel	158, avenue des Abrivados – Lunel	5 ^{ème} Catégorie
F34C006A	Béziers Dullague Bât Principal	2, rue Malbosc – Béziers	-
F34C006B	Béziers Dullague Archives		
F34C006D	Béziers Dullague AUES	13, avenue Pierre Verdier – Béziers	-
F34C009A	Montpellier Celleneuve Archives	206, avenue de Lodève – Montpellier	-
F34C012A	Antenne de Clermont l'Hérault	46, boulevard Gambetta – Clermont l'Hérault	5 ^{ème} Catégorie
F34C013A	Antenne de Sète	6, quai Adolphe Merle – Sète	5 ^{ème} Catégorie
F34C014A	Antenne de Port Marianne	Résidence Port Pallas – 23, rue de Chio – Montpellier	5 ^{ème} Catégorie
F34C022A	Montpellier Centre Social Ile aux Familles	410, avenue de Barcelone – Montpellier	3 ^{ème} Catégorie de type L/W/X
F34C036A	Béziers De Gaulle	Place du Général De Gaulle - Béziers	5 ^{ème} Catégorie

Article 5 – Inventaire

Dans le cadre de l'attribution du marché, chaque lot fera obligatoirement l'objet d'une visite d'inventaire visant à recenser le matériel présent sur les différents sites.

Celle-ci sera réalisée par le Titulaire de chaque lot, en présence d'un référent technique de l'Organisme dans le mois suivant l'attribution du marché.

Cette visite fait partie intégrante de la prise en charge des équipements dont le Titulaire a la responsabilité. A cet effet, elle n'occasionnera pas de surcoût pour l'Organisme et sera à la charge du Titulaire.

Ce document contradictoire aura valeur contractuelle.

Article 6 – Conditions d'exécution des prestations

6.1 Modalités d'intervention

Chaque visite est effectuée pendant les heures de fonctionnement des sites, aux jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00, sauf contraintes en accord avec l'Organisme.

Le Titulaire du marché prendra en compte, dans l'établissement de son planning, les contraintes d'intervention sur certains sites et antennes dont les accès seront restreints pendant les périodes de vacances scolaires et/ou dont les jours et horaires habituels d'ouvertures sont limités. L'Organisme avisera le Titulaire lors de la première réunion de mise au point du marché de ces différentes contraintes, afin que celui-ci puisse les intégrer dans son planning annuel.

Une confirmation de l'intervention de la visite périodique devra être adressée à l'Organisme dans un délai de 5 jours ouvrés afin d'en informer le personnel des sites concernés. Le Titulaire précisera l'objet de son intervention ainsi que sa durée.

Les candidats reconnaissent implicitement par le dépôt de leur offre, s'être exactement rendu compte des prestations à exécuter et de leur importance. Ils seront tenus de suppléer, par leurs connaissances professionnelles, aux détails qui pourraient être omis sur le descriptif des prestations à réaliser et, de ce fait, ne pourront prétendre à aucune majoration de leur prix.

6.2 Planning d'intervention

Les prestations de vérification et de contrôle des différentes installations seront effectuées à une date fixée en accord avec le service Sécurité-Logistique de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Suite à la première réunion de mise au point du marché, le Titulaire adressera à l'Organisme (Service Sécurité-Logistique), dans un **délai maximum de 15 jours calendaires** après l'exécution de celle-ci, un planning annuel des visites.

Ce planning sera transmis par mail à l'adresse suivante : securitelogistique@caf34.caf.fr

Les années suivantes, le planning annuel des visites sera impérativement adressé par mail à l'Organisme (Sécurité-Logistique) par le Titulaire **au plus tard le 31 janvier** de l'année N, pour l'année à venir N+1.

Le planning ne sera effectif qu'après accord d'un représentant de la Caisse d'allocations familiales.

Un représentant du Service Sécurité-Logistique se réserve la possibilité d'accompagner ponctuellement le technicien, lors des visites périodiques, afin de lui fournir les moyens d'accès aux installations, lui signaler les éventuels incidents survenus, et en général, lui procurer les facilités nécessaires à l'exécution de sa mission sans gêner le fonctionnement normal des établissements.

Il est demandé au Titulaire la participation obligatoire d'un technicien afin d'accompagner l'organisme spécialisé, en charge des contrôles de vérification périodiques des équipements.

Article 7 – Rapport de visite et rapport annuel

7.1 Rapport de visite

Après chaque opération de maintenance ou de contrôle, le Titulaire établira un rapport technique détaillé de visite. Ce rapport consignera le contenu de l'intervention, le site ainsi que le matériel concerné.

Il devra impérativement être transmis à l'Organisme, **au plus tard 5 jours ouvrés** après la réalisation de l'intervention à l'adresse suivante : securitelogistique@caf34.caf.fr

Ce rapport de visite atteste que les opérations systématiques prévues dans le marché ont bien été effectuées. Il signale les interventions effectuées à son initiative.

Il devra mentionner obligatoirement les informations suivantes :

- le nom et la qualification de l'intervenant ;
- la date, l'heure de début et de fin d'intervention ;
- les équipements (identifiés par leurs numéros d'installation) concernés par l'intervention ;
- la nature des interventions et la description des actions réalisées ;
- les observations formulées par le Titulaire à l'Organisme (ex : dysfonctionnement d'un matériel, mise hors service d'un matériel défectueux,...).

7.2 Rapport annuel d'activité

A la fin de chaque période d'exécution, le Titulaire devra fournir un rapport annuel d'activité **pour chaque site** mentionnant à minima les éléments suivants :

- les interventions réalisées au cours de l'année ;
- les dates et les heures de début et fin des différentes interventions ;
- les équipements ayant été remplacés (en précisant le numéro de l'équipement et son emplacement) ;
- le nombre et les dates des contrôles contradictoires réalisés au cours de l'année.

Le rapport devra être adressé dans les **15 jours après** l'échéance annuelle du marché.

Article 8 – Documentation Technique

L'ensemble de la documentation technique (plans, schémas, notices...) est mis à disposition sur site et peut être consulté par le Titulaire.

Cette documentation est la propriété de l'Organisme et ne peut être utilisée par le Titulaire qu'aux seules fins de l'exécution du présent marché.

Dossier technique des équipements

Ce dossier regroupe l'ensemble des documents afférents à une installation, et comprend notamment ses caractéristiques générales, les plans d'installation, ainsi que les certificats d'essais des composants de sécurité.

À défaut d'exister antérieurement, ce dossier technique devra être constitué par le Titulaire. Celui-ci devra également mettre à jour l'ensemble des documents techniques, plans et schémas des installations.

Les documents mis à jour seront transmis au représentant de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, en précisant notamment :

- les caractéristiques des équipements,
- les caractéristiques des pièces remplacées,
- le mode de fonctionnement des installations.

L'ensemble de ces prestations devra être réalisé dans un délai maximal de trois mois suivant la prise d'effet du marché.

Conformément à la norme NF S 61-933, toute modification réalisée sur un équipement ou une fonction du Système de Sécurité Incendie (SSI) devra faire l'objet d'une mise à jour du dossier technique et du dossier d'identité du SSI, le cas échéant.

À la suite de ces modifications, le Titulaire devra fournir, dans un délai maximum de 72 heures, l'ensemble des documents techniques mis à jour afférents au SSI concerné (plans, schémas, notices techniques, DOE, etc.).

Article 9 – Obligation de résultats

L'ensemble des équipements de sécurité contre l'incendie des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault doit être en permanence conforme aux normes et à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire sera tenu de veiller au respect systématique de cette conformité et de mettre aux normes les matériels.

Si le contrat de maintenance ne couvre pas l'intégralité des opérations à réaliser pour la mise aux normes, le Titulaire du marché présentera un devis détaillé des prestations à réaliser, 6 mois avant la date de mise en conformité fixée par le législateur.

Le Titulaire du marché est soumis à une obligation de résultats. Il est de sa responsabilité de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions pour remettre en état de marché les matériels avec des conditions de sécurité optimales.

Les moyens et modalités décrits dans le présent C.C.T.P sont des moyens minimaux qui ne sont pas limitatifs. Le respect des moyens inscrits au présent C.C.T.P ne permet pas au Titulaire de se libérer des responsabilités qui lui incombent.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations et des obligations mises à sa charge par le marché.

Le Titulaire assume la direction de l'exécution des prestations et les responsabilités qui y sont attachés, du fait notamment de son rôle d'expert et de son devoir de conseil. En conséquence, pendant toute la durée du marché, le Titulaire demeure responsable des dommages causés aux existants et aux personnels.

Il devra faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires dans le délai fixé par le présent C.C.T.P.

Article 10 - Permis de feu

Le permis de feu est établi dans un but de prévention des dangers d'incendie et d'explosions occasionnés par les travaux par point chaud.

Il est établi pour chaque intervention nécessitant le soudage ou le brassage.

Article 11 – Sécurité

Echafaudages :

La mise en place, l'utilisation et le démontage des échafaudages seront réalisés sous l'entière responsabilité du Titulaire.

Conformément à l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages, le Titulaire est responsable des vérifications réglementaires, réalisées par une personne compétente en la matière, et de l'application du référentiel en vigueur pour la vérification de l'état de conformité des échafaudages.

Le Titulaire devra utiliser des échafaudages adaptés à l'ouvrage dont il a la charge, munis des protections collectives et individuelles nécessaires à la bonne exécution des travaux.

Il devra par ailleurs procéder à une évaluation préalable afin de déterminer les techniques d'accès et les moyens de prévention les plus adaptés aux travaux en hauteur.

Travaux d'ordre électrique :

Tout travail nécessitant une intervention sur une installation ou un raccordement électrique, initialement sous tension, devra être réalisé par du personnel disposant d'une habilitation électrique conforme à la NF C 18-510 en vigueur.

Tous les raccordements aux installations existantes devront avoir préalablement fait l'objet d'une évaluation par le Titulaire visant à :

- s'assurer de la présence d'un dispositif différentiel,
- vérifier le calibrage de départ ainsi que la compatibilité avec la puissance à délivrer.

Les installations existantes devront être repérées, protégées et, lorsque cela est possible, consignées avant toute intervention.

Le Titulaire est responsable de la bonne application des consignes susvisées.

Nettoyage du chantier :

Le chantier devra être maintenu en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Les déchets devront être évacués au fur et à mesure de leur production vers des filières agréées, dans le respect des règles de tri en vigueur. Ces prestations ne pourront faire l'objet d'aucune facturation supplémentaire.

En fin d'intervention, le Titulaire devra enlever toutes les protections et effectuer l'ensemble des nettoyages nécessaires dans les locaux concernés par les réparations, ainsi que dans ceux utilisés pour les cheminements, approvisionnements et enlèvements des gravats.

Le Titulaire devra restituer les existants dans un état de propreté strictement équivalent à celui constaté au démarrage du chantier.

En cas de non-respect de ces obligations, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, aux frais exclusifs du Titulaire.

Gestion des déchets :

Les opérations de prévention, de tri, de valorisation et de recyclage des déchets de chantier devront être intégrées de manière systématique aux prestations, objet du présent marché, conformément au Code de l'environnement et à la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

Les chantiers feront l'objet d'un tri systématique obligatoire des déchets.

Par ailleurs il est rappelé :

- l'interdiction stricte de brûler des déchets sur les chantiers,
- l'interdiction stricte d'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc.).
- l'obligation d'évacuer les déchets via les filières adaptées à leur nature.

Les procès-verbaux d'évacuation, de traitement, de recyclage ou de destruction seront fournis à la demande du Maître d'Ouvrage.

Intervention en site occupé :

Le Titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'informer les usagers et interdire l'accès aux zones concernées par son intervention : par voie d'affichage, de balisage, de barrières ou de tout autre dispositif de sécurité.

Lorsque les équipements le permettent, les voyants ou indicateurs "hors service" devront être activés, et cela pendant toute la durée des travaux, et/ou en cas de panne.

Le Titulaire devra également informer le personnel placé sous son autorité, des consignes de sécurité générales et particulières de l'établissement. A cet effet, il est responsable de leur bonne application.

Le personnel intervenant devra obligatoirement être muni d'une carte professionnelle en cours de validité.

Article 12 - Interlocuteurs de l'Organisme

Les personnes désignées par le Titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations, objet du présent marché. Elles possèdent la qualification professionnelle et l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire devra présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'Organisme.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le Titulaire. Il est l'interlocuteur normal du représentant de l'Organisme. Toute nomination, ou changement de responsable est soumis à l'agrément préalable du représentant de l'Organisme.

Le représentant de l'Organisme peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave.

Pour l'Organisme, l'interlocuteur privilégié est :

Madame Sylvie GUILLAUMENQ, Responsable du Service Sécurité-Logistique (interlocuteur principal)

Téléphone : 06.43.05.95.09

Courriel : securitelogistique@caf34.caf.fr

Monsieur Franck BODIN, Référent technique du Service Sécurité-Logistique

Téléphone : 06.22.69.07.75

Courriel : securitelogistique@caf34.caf.fr

PARTIE II – DEROULEMENT DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS POUR CHAQUE LOT

Article 1 – Lot n°1 et lot n°2 : Vérification et maintenance des installations de détection incendie et de désenfumage

1.1 Périodicité de maintenance préventive

- Lot 1 :

En ce qui concerne le site de Montpellier Celleneuve Siège, le Titulaire devra réaliser **deux contrôles par an** de l'ensemble des installations, déclinés comme suit :

- un contrôle complet ;
- un contrôle intermédiaire.

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault souhaite que les deux interventions annuelles soient réalisées **au début de chaque semestre** de l'année civile.

- Lot n°2 :

Concernant les autres sites, le Titulaire réalisera **un contrôle complet une fois par an**, des installations suivantes :

- Centrales de détection incendie
- Installations sonores d'alerte incendie
- Installations de désenfumage

1.2 Opérations de vérification et de maintenance :

Les visites et interventions de maintenance préventive ainsi que les vérifications périodiques ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des équipements et de maintenir leur niveau de sécurité.

L'objectif est de réduire les risques de pannes, et de maintenir dans le temps les performances des matériels et équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

1.2.1 vérification et de maintenance des centrales incendie

Les opérations de vérification et maintenance des centrales de détection d'incendie devront obligatoirement intégrer les prestations suivantes :

- Examen et tenue à jour des documents d'exploitation (registre de sécurité, consignes, plans, synoptiques ...) ;
- Contrôle de l'adéquation entre les matériels installés et le risque compte tenu des évolutions des locaux, des règles ou de la réglementation ;
- Inspection visuelle de l'installation (câblage, détecteurs, DM, diffuseurs sonores ...) ;
- Contrôle fonctionnel et exploitation de la centrale de détection ;
- Contrôle fonctionnel et exploitation du centralisateur de mise en sécurité ;
- Contrôle des reports d'alarme ;
- Vérification de la connectique ;
- Vérification du module d'extinction automatique de la salle informatique ainsi que tous ses périphériques ;
- Contrôle des fonctions d'exploitation ;
- Mesures, essais et réglages des alimentations ;
- Repérage des détecteurs et des différents organes fonctionnels ;
- Contrôle du taux d'encrassement des détecteurs (réalisé sur un ordinateur portable disposant du logiciel fournisseur) ;
- Remplacement des détecteurs optiques et thermiques, hors services ou atteints par la limite d'âge ;
- Remplacement des consommables, des pièces détachées défectueuses, échange standard de certains sous-ensembles et améliorations techniques qui pourraient être demandées par le constructeur, dès lors que les pièces à fournir ont une valeur inférieure ou égale à 200 € H.T. ;
- Remplacement des éléments à durée de vie limitée (piles, batteries d'accumulateurs) ;
- Contrôle de tous les détecteurs optiques de fumée (perchage par gaz solo ou bol thermique ou perche intelligente) ;
- Contrôle de tous les déclencheurs manuels par sollicitation ;
- Contrôle et remplacement si nécessaire des glaces ou membranes déformables ;
- Contrôle de l'ouverture et de la fermeture des issues et des portes coupe-feu ;

- Essais fonctionnels des diffuseurs sonores et lumineux ;
- Essais fonctionnels des asservissements ;
- Nettoyage des baies et autres matériels ;
- Mise à l'heure des horloges internes ;
- Prise en compte des nouveaux besoins de formation à l'exploitation des systèmes installés. Ces demandes de formation peuvent être réalisées plusieurs fois par an ;
- Etablissement d'un rapport technique détaillé de visite ;
- Consignation de la visite et remarques sur le registre de sécurité.
- Tests de contrôle des lignes du PC sécurité (Centrale incendie, télésurveillance, GSM).

En outre, le Titulaire se tiendra à la disposition de l'Organisme pour toute demande de paramétrage des centrales incendie (Changement de zonage ; libellés etc ...).

1.2.2 Vérification et maintenance de l'installation sonore d'alerte incendie

- Contrôle complet du système de sonorisation de sécurité incendie : Test de tous les points de contrôle
- Remplacement des consommables, des pièces détachées défectueuses, échange standard de certains sous-ensembles et améliorations techniques qui pourraient être demandées par le constructeur, dès lors que les pièces à fournir ont une valeur inférieure ou égale à 200 € H.T. ;
- Remplacement des éléments à durée de vie limitée (piles, batteries d'accumulateurs sur tous les sites) ;

1.2.3 Vérification et maintenance de l'installation de désenfumage

- Examen et tenue à jour des documents d'exploitation (registre de sécurité, consignes, plans, synoptiques ...) ;
- Contrôle de l'adéquation entre les matériels installés et le risque, compte tenu des évolutions des locaux, des règles ou de la réglementation ;
- Contrôle et essais fonctionnels des trappes et volets de désenfumage (ouverture, bobine, contact, position, graissage des pièces si besoin) ;
- Nettoyage des trappes de désenfumage (x65) : **lot n°1 uniquement : semestriel** ;
- Mesure des débits (pression et vitesse) devant chaque trappe ;
- Contrôle et essais fonctionnels des exutoires de fumées (mécaniques ou pneumatiques), remplacement des cartouches gaz percutées lors des essais, graissage des commandes si nécessaire, mise à disposition de cartouche de secours (uniquement sur les sites : F34C036A - Béziers De Gaulle ; F34C001A - Montpellier Celleneuve ; et F34C022A - Montpellier Centre social) ;
- Inspection visuelle de l'installation (câblage, détecteurs, DM, diffuseurs sonores ...) ;
- Remplacement des consommables, des pièces détachées défectueuses, échange standard de certains sous-ensemble et améliorations techniques qui pourraient être demandées par le constructeur, dès lors que les pièces à fournir ont une valeur inférieure ou égale à 200 € H.T. ;
- Prise en compte des nouveaux besoins de formation à l'exploitation des systèmes installés. Ces demandes de formation peuvent être réalisées plusieurs fois par an ;
- Etablissement et remise d'un rapport technique détaillé de visite au responsable du pôle Sécurité - Logistique ;
- Consignation de la visite et remarques sur le registre de sécurité.

Le Titulaire fournira également les cartouches de gaz percutées à la demande de l'Organisme dans le cadre de déclenchement multiples.

Par ailleurs, la vérification et la maintenance de toutes les installations relatives au Système de Sécurité Incendie (Centrales de détection, Installations de désenfumage, Installation d'alerte sonore) devront impérativement être réalisée lors d'une seule et même visite. Il ne sera pas permis de réaliser celles-ci de manière dissociée dans le temps.

1.2.4 Garanties Techniques

Le Titulaire chargé des vérifications est tenu de joindre à son offre les certificats d'agrément nécessaires à l'exercice des prestations délivrés par les administrations compétentes. Ces agréments renouvelables périodiquement seront adressés au service Sécurité- Logistique lors de chaque renouvellement.

1.2.5 Assistance Technique et astreinte

L'exécution des prestations devra s'accompagner d'une assistance technique téléphonique avec des plages horaires correspondant aux heures d'ouverture des établissements concernés.

En cas d'impossibilité de résoudre les problèmes par téléphone, une intervention sur place sera effectuée dans les plus brefs délais et dans tous les cas dans un délai n'excédant pas 4 heures ouvrés suivant l'appel.

- **Astreinte :**

Pour toute demande urgente d'intervention mettant en cause le clos et la sécurité des sites, le Titulaire doit également disposer d'un service de réception des appels **disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7** et doit pouvoir intervenir en dehors des heures et jours ouvrés indiqués dans le présent C.C.T.P.

L'attention du Titulaire est tout particulièrement attirée sur le fait que celui-ci doit pouvoir être joint à n'importe quel moment du jour ou de la nuit, et disposer des équipes d'intervention capables de pouvoir assurer le clos et la sécurité des sites à tout moment, sans restriction horaire ni calendaire.

1.2.6 Le forfait de maintenance préventive

Ce qu'il comprend :

- Tous les frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Les frais correspondants à l'obligation de moyens et /ou de résultats (outillage, logiciel, ordinateur portable...) ;
- Les pièces de rechanges mentionnées ci-dessus.

1.3 Prestations dans le cadre de maintenance corrective

1.3.1 Objectif de la maintenance corrective

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle.

1.3.2 Dépannage (maintenance palliative)

Les opérations de dépannage comprennent l'ensemble des prestations en vue de remettre un équipement en état de fonctionner au moins provisoirement.

Ces prestations comprennent la mise en œuvre de produits consommables, ou de petites fournitures et pièces de rechange dues par le Titulaire au titre de son forfait.

La maintenance palliative est constituée principalement d'actions à caractère provisoire qui devront obligatoirement être suivies d'actions curatives.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, le délai d'intervention pour dépannage interviendra dans un délai maximal de 4 heures à compter de l'appel téléphonique ou de l'envoi du courriel de l'Organisme.

1.3.3 Réparation (maintenance curative)

Les opérations de maintenance curative comprennent l'ensemble des prestations (réparations, modifications ou améliorations) en vue de remettre définitivement un équipement en état de fonctionnement.

Ces prestations comprennent le remplacement de fournitures consommables et de toutes les pièces détachées défectueuses.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, le délai d'intervention pour réparation interviendra dans un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de l'appel téléphonique ou de l'envoi du courriel de l'Organisme.

En cas d'impossibilité de maintenance palliative et afin d'assurer le clos et la sécurité des sites, le délai maximal d'intervention sera ramené à 48 heures à compter de l'envoi de la demande d'intervention de l'Organisme.

Pour tous les travaux hors forfait, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve la possibilité de demander des devis auprès d'entreprises spécialisées. Le Titulaire pourra également être consulté. En cas d'attribution après consultation de ces travaux à un tiers, le Titulaire du marché sera invité à participer aux opérations de réception.

1.3.4 Déclenchement d'une demande d'intervention

Les opérations de maintenance corrective peuvent intervenir soit :

- A la demande de l'Organisme ;
- A la demande du Titulaire suite à l'observation, lors d'une intervention planifiée, d'un besoin particulier.

Les demandes proviennent exclusivement du Service Sécurité – Logistique.

Lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire indiquera dans le BPU de chaque lot, les tarifs pour l'achat de matériels neufs relatifs. Ces prix comprendront les frais de main-d'œuvre ainsi que les déplacements.

Ces prestations feront l'objet d'un devis détaillé soumis à l'acceptation de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault. Après acceptation du devis, un bon de commande sera établi par le Service Sécurité – Logistique.

A titre exceptionnel

Lorsque le délai de remise en état est lié à des interventions nécessitant une recherche de panne importante et/ou en cas de délai d'approvisionnement long, le Titulaire doit en informer le représentant de l'Organisme par mail. Le rapport adressé au représentant de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault doit justifier et préciser le délai de remise en état. Ce rapport doit faire l'objet d'une approbation. Celle-ci ne dégage pas le Titulaire de sa responsabilité. Il demeure le seul compétent pour apprécier le caractère technique de l'urgence.

La remise en état est réputée acquise lorsque l'installation fonctionne à nouveau dans ses conditions optimales.

1.4 Mise en conformité

Le Titulaire doit informer l'Organisme de tout manquement, de toute non-conformité éventuelle à la réglementation en vigueur, de toute anomalie mettant en cause l'efficacité du matériel.

Ces prestations font l'objet d'un devis soumis à l'Organisme pour approbation.

1.5 Inventaire des équipements – Système de sécurité incendie

Site pour lequel une prestation **semestrielle** est demandée (lot n°1) :

Site / code site	Centrale installée	Autres
Montpellier Celleneuve F34C001A	Centrale UTI.COM - SDI Mise en service en 2005	1 équipement de contrôle et de signalisation ; 1 alimentation électrique de sécurité (Résonance 120W) ; 1 transmetteur téléphonique ; 15 modules de commande déporté (satellite) ; 142 détecteurs optiques adressables ; 20 indicateurs d'action ; 31 déclencheurs manuels rouge adressable ;
	CHUBB CMSI.COM Mise en service en 2005	1 centralisateur de mise en sécurité incendie ; 1 alimentation électrique de sécurité (variation 450w-24V) ; 35 sirènes d'évacuation ; 8 portes coupe-feu doubles ; 4 extracteurs de fumée ; 3 non-stop ascenseurs ; 1 arrêt technique ventilation asservis au SSI ; 2 dispositifs actionné de sécurité ; 65 trappes de désenfumage.
	Extinction automatique à Gaz UTEX.PACK 2021 (mise en option de la maintenance de cet équipement)	1 pilotage de l'extinction automatique 2 alimentations électriques de sécurité (résonance 120W) ; 12 détecteurs optiques conventionnels ; 1 déclencheur manuel ; 6 réservoirs (5 ARGO – 80L – 300 bars datant de 2016 + 1 datant de 2021).

Sites pour lesquels une prestation **annuelle** est demandée (lot n°2) :

Site / code site	Centrale installée	Autres équipement
Antenne de Lodève F34C003A	Centrale type 4 Merlin Gérin TA4.1B mise en service 2006	1 diffuseur sonore ou lumineux ; 2 déclencheurs manuels d'évacuation.

Antenne de Lunel F34C005A	Centrale Planète T4 1B NUG31218 <i>mise en service 2012</i>	1 diffuseur sonore (intégré à la centrale) ; 2 déclencheurs manuels d'évacuation.
Béziers Dullague, Bât Principal F34C006A	Centrale URA	9 diffuseurs sonores ou lumineux ; 10 déclencheurs manuels d'évacuation.
Montpellier Celleneuve Archives F34C009A	Centrale ECS 80.4 <i>mise en service 2004</i>	3 diffuseurs sonores ou lumineux ; 3 déclencheurs manuels d'évacuation ; 23 détecteurs de fumée ; 1 transmetteur téléphonique.
Antenne de Clermont l'Hérault F34C012A	Centrale NUGELEC de type 4 réf : NUG31218 <i>mise en service 2014</i>	3 diffuseurs sonores ou lumineux ; 2 flash lumineux réf NUG30452 Solista Maxi –flash rouge 2 déclencheurs manuels d'évacuation.
Antenne de Sète F34C013A	Centrale NUGELEC BAAS 0	3 diffuseurs sonores ou lumineux ; 2 déclencheurs manuels d'évacuation.
Antenne de Port Marianne F34C014A	Centrale Neutronic type 2B	2 diffuseurs sonores ou lumineux ; 4 déclencheurs manuels d'évacuation.
Montpellier Centre Social Ile aux Familles F34C022A	Centrale Neutonic SBP4 Type 2B (accueil) Détecteur autonome de sécurité (chaufferie)	11 diffuseurs sonores ou lumineux ; 1 DAD circulation agora 1 type 2B salle agora 15 déclencheurs manuels d'évacuation.
Béziers De Gaulle F34C036A	Centrale ESSER ECS IQ8 et CMSI SENSES	1 tableau de report TRE REFLEX ; 29 flashes lumineux ; 1 alimentation électrique de sécurité ; 51 haut-parleurs ; 2 socles déclencheur manuel ; 2 indicateurs d'actions ; 5 détecteurs incendie thermo vélocimétrique ; 33 déclencheurs manuels ; 118 socles détecteur incendie ; 113 détecteurs optique de fumée ; 1 CMSI SENSES ; 1 ECS IQ8 CONTROL M. ; 1 miniVES 4001 L (EN 54-16 / EN 54-4), diffusion sonore 4 zones ; 3 portes coupe-feu asservies

1.6 Inventaire des équipements – Système de ventilation naturelle

1.6.1 Système de ventilation naturelle – Site de Montpellier Celleneuve Siège (F34C001A)

Type	Nombre d'Equipement
Boitier CO ²	2
Treuil Pneumatique	12
Châssis de façade	11
Exutoire de fumées	1
Mesure TCP	1

1.6.2 Système de ventilation naturelle – Site de Montpellier Centre Social Ile aux Familles (F34C022A)

Type	Nombre d'Equipement
Treuil Pneumatique	2
Châssis de façade	2
Mesure TCP	1

1.6.3 Système de ventilation naturelle – Site Béziers De Gaulle (F34C036A)

Type	Nombre d'Équipement
Boitier CO ²	2
Treuil Pneumatique	3
Châssis de façade	3
Mesure TCP	2

Article 2 – Lot n°3 : Vérification et maintenance des extincteurs et du RIA

Les prestations détaillées ci-dessous sont à réaliser par le Titulaire du lot n°3.

2.1 Maintenance préventive

2.1.1 Périodicité et objectif de la maintenance préventive

Le Titulaire réalisera un **contrôle annuel** complet des installations pour l'ensemble des sites, ainsi que la maintenance quinquennale additionnelle du matériel dont il a la charge.

Les visites et interventions de maintenance préventive ainsi que les vérifications périodiques ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des équipements et de maintenir leur niveau de sécurité. Cela permet également de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels et équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Il est strictement interdit de modifier la numérotation des extincteurs tels enregistrés dans le logiciel d'inventaire de l'Organisme. Il est également interdit de modifier la localisation des extincteurs, sauf autorisation expresse de la responsable du pôle Sécurité-Logistique. En cas de remplacement d'un extincteur, le numéro de référence de l'ancien extincteur doit être repris sur l'étiquetage du nouveau, sans occasionner de surcoût pour l'Organisme.

2.1.2 Prestations générales

Une vérification préliminaire sera réalisée pour s'assurer :

- de la visibilité et de l'accessibilité des extincteurs ;
- du bon état des plombs et du dispositif de verrouillage ;
- du bon état apparent de l'appareil et des accessoires extérieurs (tuyauteries, robinetteries et dispositifs de transport ou manutention) ;
- de la présence et de l'état de l'étiquette de vérification avec les informations concernant le mois et l'année des dernières opérations de maintenance, ainsi que le nom et la signature de l'intervenant.

Il est strictement interdit d'apposer un système d'identification du matériel par QR Code.

Il est important de s'assurer que l'appareil n'est pas en infraction en raison de l'absence de vérifications et tests propres à chaque extincteur et/ou qu'il n'est pas frappé par une interdiction d'emploi prévue par la réglementation.

2.1.3 Vérification et maintenance pour les extincteurs

Certaines vérifications nécessitent une procédure spécifique, il est donc essentiel de se reporter aux instructions du constructeur et à celles du fabricant de l'agent extincteur.

Extincteur à cartouche gaz (extincteur mis sous pression lors de l'emploi) :

- Vérification de l'absence de pression interne avant démontage du couvercle ;
- Vérification de la conformité du poids de la cartouche de gaz ;
- Vérification par pesée de la charge de gaz, et de sa conformité ;
- Vérification des joints d'étanchéité, remplacement si nécessaire ;
- Vérification du bon fonctionnement du système de sécurité (verrou, goupille...), du percuteur, des clapets, des ressorts ;
- Vérification du tube plongeur des appareils à fonctionnement droit ;
- Vérification du tuyau souple d'éjection (absence d'obstruction) et de l'ensemble du circuit d'éjection par soufflage ;
- Graissage des pièces mobiles (tige de percuteur...) ;
- Vérification du bon fonctionnement de la gâchette (si équipé) ;
- Nettoyage du corps de l'extincteur et vérification de l'état intérieur (absence de corrosion...) ;

- Remplacement des pièces défectueuses ou manquantes ;
- Graissage de la tête de la cartouche propulseur et du filetage d'assemblage du couvercle avec le corps ;
- Plombage du système de sécurité ;
- Renseignement de l'étiquette de vérification et du registre de sécurité.

Pour les extincteurs à base d'eau, les opérations complémentaires suivantes seront réalisées :

- Nettoyage du filtre placé en amont de l'ajustage d'éjecteur ;
- Remise en place de la charge d'eau, la tolérance concernant la charge est de plus 0 à moins 5% sans jamais dépasser la limite supérieure de remplissage, ou de charge inscrite sur l'appareil ;
- S'assurer s'il y a lieu de la présence du flacon d'additif, de son état, de la date de péremption puis recharge si nécessaire comme indiqué précédemment ;
- Maintenance additionnelle approfondie et renouvellement de la charge à 5 ans ;
- Révision en atelier et renouvellement de la charge avant le 10^{ème} anniversaire de l'extincteur.

Extincteur à poudre :

- Vérification du bon fonctionnement de l'aiguille de l'indicateur de pression ;
- Mesure de la pression interne de l'appareil (s'il est équipé d'une valve de contrôle), comparaison de la pression mesurée avec celle indiquée ;
- Vérification de la pression d'épreuve et des indications portées ;
- Vérification de la prochaine date d'épreuve réglementaire éventuelle ;
- Dé-tassage de la poudre et remplacement de la poudre s'il y a des grumeaux ;
- Maintenance additionnelle approfondie et renouvellement de la charge à 5 ans ;
- Révision en atelier et renouvellement de la charge avant le 10^{ème} anniversaire de l'extincteur.

Extincteur au dioxyde de carbone (CO₂) :

- Vérification de la propreté des grilles ou orifices d'éjection du tromblon ;
- Vérification de la pression d'épreuve et des indications portées ;
- Vérification de la prochaine date d'épreuve réglementaire éventuelle.

Concernant les contrôles de charge, les moyens de pesée utilisés auront une précision compatible avec la tolérance de mesure exigée.

Les extincteurs à base d'eau ou à poudre devront systématiquement être remplacés avant leur 10^{ème} anniversaire.

2.1.4 Vérification et maintenance pour les RIA

- Examen détaillé du RIA (absence de toute dégradation, corrosion ou fuite d'eau) et mise à jour de l'étiquette collée sur le RIA ;
- Vérification du fonctionnement du manomètre situé en amont du RIA et relever la pression indiquée ;
- Vérification de l'étanchéité de l'installation ;
- Vérification de la pression résiduelle à l'extrémité de la conduite d'eau, avec déroulage complet de la lance ;
- Vérification du bon fonctionnement des vannes et des organes de l'installation ;
- Vérification des équipements se trouvant à l'intérieur du coffre RIA.

2.1.5 Remplacement des petites pièces

Les pièces mentionnées, ci-après, doivent être remplacées dans le cadre du forfait de maintenance préventive :

- | | |
|--|--|
| - Joint + cercle tous types, | - Vis ou colliers tous types, |
| - Joint de tête tous types, | - Buse de diffusion tous types, |
| - Goupille de sécurité tous types, | - Ecrou borgne et/ou corrosion, tous types, |
| - Clip de sécurité et anneau de sécurité tous types, | - Ligature tous types, |
| - Bouton de percussion tous types, | - Plombage scellé avec millésime de l'année, |
| - Percuteur avec joints tous types, | - Etiquette de vérification tous types et de signalétique, |
| - Clapet anti-retour tous types, | - Panneau d'identification extincteur (murs et portes) ; |
| - Tube plongeur tous types, | - Pictogramme photoluminescent, |
| - Bague caoutchouc pour tubes plongeur tous types, | - Crochet ou patte d'accrochage tous types, |
| - Filtre de pulvérisateur tous types, | - Clapets tous types, |
| - Turbine de pulvérisateur tous types, | - Joint de soupape tous types, |
| - Circlips tous types, | - Opercule de sécurité tout type, |

- Joint de flexible ou de tromblon tous types,
- Support tous types (crochet, pattes d'accrochage),
- Gâchette tout type.

L'ensemble des pièces fournies devront obligatoirement être conformes aux norme NF applicables.

2.1.6 Le forfait de maintenance préventive

Ce qu'il comprend :

- Tous les frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Les frais correspondants à l'obligation de moyens et /ou de résultats (outillage...) ;
- La reprise des extincteurs défectueux ou hors service pour recyclage ;
- Les pièces de rechanges mentionnées ci-dessus.

2.2 Prestations dans le cadre de maintenance corrective

2.2.1 Objectif de la maintenance corrective

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle.

2.2.2 Réparation (maintenance curative)

Les opérations de maintenance curative comprennent l'ensemble des prestations (réparations, remplacement, remplissage, modifications ou améliorations) en vue de remettre définitivement un équipement en état de fonctionnement.

Ces prestations comprennent le remplacement de fournitures consommables et de toutes les pièces détachées défectueuses.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, le délai d'intervention pour réparation interviendra dans un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de l'appel téléphonique ou de l'envoi du courriel de l'Organisme.

Pour tous les travaux hors forfait, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve la possibilité de demander des devis auprès d'entreprises spécialisées. Le Titulaire pourra également être consulté. En cas d'attribution après consultation de ces travaux à un tiers, le Titulaire du marché sera invité à participer aux opérations de réception.

2.2.3 Déclenchement d'une demande d'intervention

Les opérations de maintenance corrective peuvent intervenir soit :

- A la demande de l'Organisme ;
- A la demande du Titulaire suite à l'observation, lors d'une intervention planifiée, d'un besoin particulier.

Les demandes proviennent exclusivement du service Sécurité - Logistique.

Lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire indiquera dans le BPU du lot n°3, le prix forfaitaire proposé pour chaque type d'équipement (en intégrant la quantité de référence), par site. Ce prix comprendra les frais de main-d'œuvre ainsi que les déplacements.

Le remplacement de ces équipements fera l'objet de l'émission d'un bon de commande établi par le service Sécurité - Logistique sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU. Ils devront respectés la norme NF et devront être repris par le Titulaire du marché pour dénaturation.

Dans le cas où des prestations supplémentaires seraient demandées, celles-ci feront l'objet d'un devis détaillé soumis à l'acceptation de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault. Après acceptation du devis, un bon de commande sera établi par le service Sécurité – Logistique.

2.3 Inventaire des équipements – Extincteurs

2.3.1 Extincteurs – Site de Montpellier Celleneuve Siège (F34C001A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	53
CO ₂ 2 Kg	28
CO ₂ 5 Kg	5
Poudre 6 kg	12
Poudre 9 kg	2
Poudre 50 kg	2

Nombre total d'équipement du site : 102

2.3.2 Extincteurs – Antenne de Lodève (F34C003A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	2
CO ₂ 2 Kg	1

Nombre total d'équipement du site : 3

2.3.3 Extincteurs – Antenne de Lunel (F34C005A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	3
CO ₂ 2 Kg	2

Nombre total d'équipement du site : 5

2.3.4 Extincteurs – Sites Béziers Dullague

- Béziers Dullague, bâtiment principal (F34C006A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	11
Eau Pulvérisée 9L	4
CO ₂ 2 Kg	6
Poudre 6 kg	1
Poudre 9 kg	1

Nombre total d'équipement du site : 23

- Béziers Dullague, local de stockage, archives (F34C006B)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 9L	2

Nombre total d'équipement du site : 2

- Béziers Dullague, bâtiment annexe AUES (F34C006D)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	1
CO ₂ 2 Kg	1
Poudre 6 kg	1
RIA	1

Nombre total d'équipement du site : 4

2.3.5 Extincteurs – Site de Montpellier Celleneuve Archives (F34C009A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 9L	5
Eau Pulvérisée 6L	2
CO ₂ 2 Kg	1
Poudre 6 kg	1

Nombre total d'équipement du site : 9

2.3.6 Extincteurs – Antenne de Clermont l'Hérault (F34C012A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	3
CO ₂ 2 Kg	1

Nombre total d'équipement du site : 4

2.3.7 Extincteurs – Antenne de Sète (F34C013A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	4
CO ₂ 2 Kg	3

Nombre total d'équipement du site : 7

2.3.8 Extincteurs – Antenne de Port Marianne (F34C014A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	4
CO ₂ 2 Kg	2

Nombre total d'équipement du site : 6

2.3.9 Extincteurs – Site de Montpellier Centre Social Ile aux Familles (F34C022A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	9
CO ₂ 2 Kg	7
CO ₂ 5 Kg	1
Poudre 9 kg	1

Nombre total d'équipement du site : 18

2.3.10 Extincteurs – Site Béziers De Gaulle (F34C036A)

Type	Nombre d'Equipement
Eau Pulvérisée 6L	45
Eau Pulvérisée 9L	2
CO ₂ 2 Kg	16
CO ₂ 5 Kg	5
Poudre 6 kg	2

Nombre total d'équipement du site : 70

Article 3 – Lot n°4 : Vérification et maintenance de l'éclairage de sécurité (B.A.E.S. et B.A.P.I.)

Les prestations détaillées ci-dessous sont à réaliser par le Titulaire du lot n°4.

3.1 Maintenance préventive

3.1.1 Périodicité et objectif de la maintenance préventive

Le Titulaire réalisera un **contrôle semestriel** complet des différentes installations pour l'ensemble des sites.

Les visites et interventions de maintenance préventive ainsi que les vérifications périodiques ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des équipements et de maintenir leur niveau de sécurité. Cela permet également de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels et équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

3.1.2 Vérification et maintenance des équipements

Les opérations de vérification et de maintenance des installations d'éclairage de sécurité comprennent les prestations suivantes :

- Vérification du passage à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale et à la vérification de l'allumage de toutes les lampes d'éclairage de sécurité ;
- Vérification de l'état de charge des accumulateurs, en laissant les blocs en position de fonctionnement pendant une heure et en vérifiant qu'à la fin de cette période le flux lumineux des lampes reste suffisant + vérification qu'ils ne présentent aucun aspect de défectuosité (boursoufflures ou fuites d'électrolyte) ;
- L'assurance que tous les équipements sont bien en place, sans détérioration ni modification de l'aspect initial et qu'ils sont bien visibles ;
- Vérification que le témoin de charge ou le tube fluorescent (dans le cas de bloc fluorescent permanent {P}) est allumé en présence d'alimentation secteur ;
- Vérification que tous les composants remplaçables (témoin de charge, lampes d'éclairage de sécurité, accumulateur) sont conformes aux références figurant dans la notice du constructeur ;
- Vérification du fonctionnement de la télécommande en effectuant avec celle-ci une mise à l'état de repos et une mise à l'état de fonctionnement ;
- A nettoyer toutes les parties des appareils (internes et externes) et à remplacer les étiquettes de signalisation, si nécessaire ;
- A procéder au rétablissement de l'alimentation secteur des B.A.E.S.

Cette opération ne doit présenter aucun danger pendant la période d'exploitation en tenant compte qu'un délai de douze heures minimums est nécessaire pour la restitution de l'autonomie ;

- A apposer sur chaque appareil une étiquette de maintenance visible lorsque le B.A.E.S. est installé, comportant les indications obligatoires suivantes : le N° du B.A.E.S., le nom de la société, la personne qualifiée et la date.

L'étiquette de maintenance devra reprendre la numérotation fournie par l'Organisme lors de la réunion de mise au point du marché.

- Complétude du registre de sécurité à chaque visite de maintenance.

Il est strictement interdit de modifier la numérotation des étiquettes de maintenance des BAES et BAPI tels qu'enregistrés dans le logiciel d'inventaire de l'Organisme. Il est également interdit de modifier leur localisation, sauf autorisation expresse de la responsable du pôle Sécurité-Logistique. En cas de remplacement du matériel, le numéro de référence doit être repris sur l'étiquetage du nouvel équipement, sans occasionner de surcoût pour l'Organisme.

3.1.3 Le forfait de maintenance préventive

Ce qu'il comprend :

- Tous les frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Les frais correspondants à l'obligation de moyens et /ou de résultats (outillage...) ;
- La reprise des équipements défectueux ou hors service pour recyclage ;
- Le remplacement des ampoules des équipements d'éclairages de sécurité ;
- L'échange standard des capots détériorés ;

Ce qu'il ne comprend pas :

- Le remplacement du matériel défectueux ou vieillissant, tous types de B.A.E.S et B.A.P.I ;

Afin de maintenir le parc dans un état de parfait fonctionnement, le Titulaire signalera à l'Organisme toute nécessité de remplacement du matériel.

A ce titre, il adressera au pôle Sécurité - Logistique le devis correspondant, établi sur la base des tarifs indiqués au B.P.U - Annexe 1 à l'acte d'engagement, selon les conditions décrites au présent C.C.T.P.

Dans le cas où le montant estimé du devis serait supérieur à 200 € H.T, l'Organisme se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix.

3.2 Prestations dans le cadre de maintenance corrective

3.2.1 Objectif de la maintenance corrective

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle.

3.2.2 Réparation (maintenance curative)

Les opérations de maintenance curative comprennent l'ensemble des prestations (réparations, modifications ou améliorations) en vue de remettre définitivement un équipement en état de fonctionnement.

Ces prestations comprennent le remplacement de fournitures consommables et de toutes les pièces détachées défectueuses.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, le délai d'intervention pour réparation interviendra dans un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de l'appel téléphonique ou de l'envoi du courriel de l'Organisme.

Pour tous les travaux hors forfait, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve la possibilité de demander des devis auprès d'entreprises spécialisées. Le Titulaire pourra également être consulté. En cas d'attribution après consultation de ces travaux à un tiers, le Titulaire du marché sera invité à participer aux opérations de réception.

3.2.3 Déclenchement d'une demande d'intervention

Les opérations de maintenance corrective peuvent intervenir soit :

- A la demande de l'Organisme ;
- A la demande du Titulaire suite à l'observation, lors d'une intervention planifiée, d'un besoin particulier.

Les demandes proviennent exclusivement du Service Sécurité - Logistique.

Pendant la durée de l'accord-cadre, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault pourra être amenée à demander au Titulaire des prestations complémentaires : pose de B.A.E.S. / B.A.P.I supplémentaires, remplacement de B.A.E.S. défectueux, remplacement de B.A.P.I. défectueux ou encore remplacement d'un boîtier de télécommande.

Ils devront être neufs et respectés la norme NF. Les B.A.E.S. fournis devront être compatibles avec les boîtiers de télécommandes existants, raccordés au circuit des télécommandes existantes et, pour ceux situés à l'extérieur, ils devront être systématiquement étanches.

Tous les matériels de remplacement proposés par le Titulaire devront être identiques à ceux présents sur les différents sites, et recensés lors de l'inventaire de début de marché, sauf accord expresse de la responsable du pôle Sécurité - Logistique.

Pour cela, lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire indiquera dans le BPU du lot n°4, le prix forfaitaire proposé pour chaque type d'équipement (en intégrant la quantité de référence), par site. Ce prix comprendra les frais de main-d'œuvre ainsi que les déplacements.

Le remplacement de ces équipements fera l'objet de l'émission d'un bon de commande établi par le service Sécurité - Logistique.

Dans le cas où des prestations supplémentaires seraient demandées, celles-ci feront l'objet d'un devis détaillé soumis à l'acceptation de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault. Après acceptation du devis, un bon de commande sera établi par le service Sécurité - Logistique.

A titre exceptionnel

Lorsque le délai de remise en état est lié à des interventions nécessitant une recherche de panne importante et/ou en cas de délai d'approvisionnement long, le Titulaire doit en informer le représentant de l'Organisme par mail. Le rapport adressé au représentant de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault doit justifier et préciser le délai de remise en état. Ce rapport doit faire l'objet d'une approbation. Celle-ci ne dégage pas le Titulaire de sa responsabilité. Il demeure le seul compétent pour apprécier le caractère technique de l'urgence.

La remise en état est réputée acquise lorsque l'installation fonctionne à nouveau dans ses conditions optimales.

A noter :

Lors de tout changement de matériel, le Titulaire s'engage, **s'assurer de la compatibilité et du bon fonctionnement de la télécommande associée. Il réalisera pour cela, tous les tests d'usage : mise au repos des blocs, test SATI etc...**

En cas d'observations relevées par le bureau de contrôle, le Titulaire s'engage à procéder à la remise en fonction, sans surcout pour l'Organisme, dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la date de signalement par le pôle Sécurité – Logistique.

3.3 Inventaire des équipements

3.3.1 Eclairages de sécurité – Site de Montpellier Celleneuve Siège (F34C001A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	283 + 1 (inaccessible)
B.A.P.I.	23
Télécommande	1

3.3.2 Eclairages de sécurité – Antenne de Lodève (F34C003A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	6
B.A.P.I.	1
Télécommande	1

3.3.3 Eclairages de sécurité – Antenne de Lunel (F34C005A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	10
B.A.P.I.	1
Télécommande	1

3.3.4 Eclairages de sécurité – Sites Béziers Dullague

Béziers Dullague, bâtiment principal (F34C006A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	46
B.A.P.I.	1
Télécommande	4

Béziers Dullague, local de stockage, archives (F34C006B)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	3
B.A.P.I.	1
Télécommande	1

Béziers Dullague, bâtiment annexe AUES (F34C006D)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	7
B.A.P.I.	1
Télécommande	1

3.3.5 Eclairages de sécurité – Site de Montpellier Celleneuve Archives (F34C009A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	30
Télécommande	1

3.3.6 Eclairages de sécurité – Antenne de Clermont l'Hérault (F34C012A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	10
B.A.P.I.	2
Télécommande	1

3.3.7 Eclairages de sécurité – Antenne de Sète (F34C013A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	13
B.A.P.I.	2
Télécommande	1

3.3.8 Eclairages de sécurité – Antenne de Port Marianne (F34C014A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	10
B.A.P.I.	1
Télécommande	1

3.3.9 Eclairages de sécurité – Site de Montpellier Centre Social Ile aux Familles (F34C022A)

Type	Nombre d'Equipement
B.A.E.S.	66
B.A.P.I.	2
Télécommande	2

3.3.10 Eclairages de sécurité – Site Béziers De Gaulle (F34C036A)

Type	Nombre d'Equipement
Béziers De Gaulle	
B.A.E.S.	148
B.A.P.I.	2
Télécommande	4

Article 13 - Dérogation au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Le présent C.C.T.P. déroge au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services pour les articles suivants :

Articles du C.C.T.P. dérogeant au C.C.A.G.	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
1.3.2 + 1.3.3 + 2.2.2 + 3.2.2	3.2	Modalités de computation des délais d'exécution des prestations